

SARL RF AUDIT ET REVISION
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de Grenoble

ASSOCIATION ARDECHE DROME
OURO SOGUI-SENEGAL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège Social : Girodet Bât A
Allée du Concept
26500 BOURG LES VALENCE (Drôme)

1, Avenue Jean Monnet – 26000 VALENCE
Téléphone : 04.75.82.62.75 – Fax : 04.75.82.62.76
Siret 480 271 402 00012 – Code NAF 6920Z

SARL RF AUDIT ET REVISION
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de Grenoble

ASSOCIATION ARDECHE DROME
OURO SOGUI-SENEGAL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège Social : Girodet Bât A
Allée du Concept
26500 BOURG LES VALENCE (Drôme)

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

1, Avenue Jean Monnet – 26000 VALENCE
Téléphone : 04.75.82.62.75 – Fax : 04.75.82.62.76
Siret 480 271 402 00012 – Code NAF 6920Z

SARL RF AUDIT ET REVISION
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de Grenoble

ASSOCIATION ARDECHE DROME
OURO SOGUI-SENEGAL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège Social : Girodet Bât A
Allée du Concept
26500 BOURG LES VALENCE (Drôme)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

1, Avenue Jean Monnet – 26000 VALENCE
Téléphone : 04.75.82.62.75 – Fax : 04.75.82.62.76
Siret 480 271 402 00012 – Code NAF 6920Z

ASSOCIATION ARDECHE DROME OURO SOGUI-SENEGAL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : Girodet Bât A

Allée du Concept

25000 BOURG LES VALENCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à VALENCE, le 02 Mai 2025
Le Commissaire aux comptes,
La société RF AUDIT ET REVISION,
Représentée par Philippe FOURNIER

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'P. Fournier', is written over a horizontal line. The signature is fluid and cursive.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	2 821	2 821				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	27 923	27 923				
	Installations techniques Matériel et outillage	195 946	170 517	25 429	4 162	21 267	511.04
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	100		100	220	120	54.55
	Prêts	366		366	457	91	19.99
	Autres	2 239		2 239	1 809	430	23.77
Total I		229 394	201 261	28 134	6 648	21 486	323.18
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	1 380		1 380	1 260	120	
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	17 764	8 280	9 484	40 426	30 942	76.54
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	866 642		866 642	1 049 019	182 377	17.39
	Valeurs mobilières de placement	8 510		8 510	8 357	153	1.82
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	61 007		61 007	145 171	84 165	57.98
	Charges constatées d'avance (2)	1 673		1 673	1 226	447	36.43
Total II		956 975	8 280	948 695	1 245 460	296 765	23.83
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		1 186 369	209 541	976 828	1 252 108	275 279	21.99

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	27 957	27 957		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	89 357	87 779	1 578	1.80
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	226	1 578	1 352	85.71
	Situation nette (sous total)	117 539	117 314	226	0.19
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	117 539	117 314	226	0.19
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques	2 108	1 150	958	83.30
DETTE (1)	Provisions pour charges				
	Total III	2 108	1 150	958	83.30
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
DETTE (2)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	149 493	173 644	24 150	13.91
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	71 101	64 322	6 779	10.54
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	22 766	24 495	1 729	7.06
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes		3 324	3 324	100.00
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	613 821	867 860	254 039	29.27
	Total IV	857 181	1 133 644	276 463	24.39
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	976 828	1 252 108	275 279	21.99

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

243 360

265 784

73 644

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations		750		728	22	3.02
Ventes de biens et services						
Ventes de biens		15		560	545	97.32
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service		44 144		42 550	1 594	3.75
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation		713 436		584 129	129 307	22.14
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public		3 305		14 840	11 535	77.73
Dons manuels		5 095		3 992	1 103	27.64
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		25 693		28 090	2 397	8.53
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits		9		33	24	73.63
Total I		792 447		674 922	117 525	17.41
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock		120		120		
Autres achats et charges externes		413 385		336 874	76 512	22.71
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés		3 625		5 176	1 551	29.97
Salaires et traitements		268 969		252 809	16 160	6.39
Charges sociales		83 483		70 821	12 662	17.88
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		10 144		1 890	8 254	436.69
Dotations aux provisions		2 238		7 000	4 762	68.03
Reports en fonds dédiés						
Autres charges		3		2 581	2 577	99.87
Total II		781 727		677 151	104 576	15.44
1 - Résultat d'exploitation (I-II)		10 720		2 229	12 949	580.88

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		170		86	84	97.05
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III		170		86	84	97.05
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées		7 996		6 320	1 676	26.52
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV		7 996		6 320	1 676	26.52
2. Résultat financier (III-IV)		7 826		6 234	1 592	25.55
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		2 894		8 463	11 356	134.19
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion				0	0	100.00
Sur opérations en capital				10 300	10 300	100.00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V				10 300	10 300	100.00
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion		2 668		47	2 621	NS
Sur opérations en capital				213	213	100.00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI		2 668		260	2 408	926.21
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		2 668		10 040	12 709	126.57
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		792 617		685 309	107 308	15.66
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		792 392		683 731	108 661	15.89
5. EXCEDENT OU DEFICIT		226		1 578	1 352	85.71

ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	X
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	X
Permanence ou changement de méthodes	X
Informations générales complémentaires	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	X
Etat des amortissements	X
Tableau de variation des fonds propres	X
Etat des provisions	X
Etat des échéances des créances et des dettes	X
Autres immobilisations incorporelles	X
Evaluation des immobilisations corporelles	X
Evaluation des amortissements	X
Evaluation des créances et des dettes	X
Evaluation des valeurs mobilières de placement	X
Disponibilités en Euros	X
Disponibilités en devises	X
Produits à recevoir	X
Détail des produits à recevoir	X
Charges à payer	X
Détail des charges à payer	X
Charges et produits constatés d'avance	X
Détail des charges constatées d'avance	X
Détail des produits constatés d'avance	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Ventilation des subventions	X
Valorisation des contributions volontaires	X
Honoraires des commissaires aux comptes	X
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Dettes garanties par des sûretés réelles	X
Montant des engagements financiers	X

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

L'association ADOS, créée en 1985, est basée à Bourg-lès-Valence en France et à Matam au Sénégal, a pour but " d'accompagner les collectivités territoriales du Sénégal et de France dans leur projet de développement local responsable pour faire face notamment aux défis que pose le changement climatique. Elle vise également à favoriser le passage à l'action des acteurs et des citoyens pour développer la solidarité et la citoyenneté internationale. Ces actions passent par la sensibilisation aux Objectifs de Développement Durable dans les deux pays ".

ADOS se donne pour mission générale d'impliquer les acteurs français et sénégalais dans des démarches de partenariat fondées sur la réciprocité, pour mettre en place des projets de développement local qui participent à l'adaptation au changement climatique, enjeu majeur de notre temps.

L'association agit soit en tant qu'opérateur des collectivités locales du Nord et du Sud (cadre réglementaire de la coopération décentralisée), soit en direct ("ong") sur des actions portées par l'association elle-même.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 976 828.14 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 792 447.07 Euros et dégageant un excédent de 225.51 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

Contrôle fiscal Sénégal : l'association est encore dans l'attente de la réponse à la demande de remise gracieuse présenté au Ministre des Finances et du Budget pour le montant de 112 633€. L'absence de réponse de cette administration dans un délai raisonnable depuis le dépôt en 2021 de cette demande, laisse supposer l'extinction de la dette.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Rémunération des cadres dirigeants (bénévoles et salariés) :

Le Conseil d'administration de l'association est composé uniquement par des bénévoles qui ne reçoivent aucune compensation pour leur prestation.

Les seules cadres dirigeant salariées sont représentées par :

- La Directrice de l'Association, dont le statut d'emploi est établi selon les dispositions de la Convention Collective Nationale de l'Animation groupe 8 catégorie H. Sa rémunération n'est pas déclarée pour raison de confidentialité.
- La Responsable Administrative et Financière de l'Association, dont le statut d'emploi est établi selon les dispositions de la Convention Collective Nationale de l'Animation groupe 7 catégorie G. Sa rémunération n'est pas déclarée pour raison de confidentialité.
- La Responsable du Pôle ECSI et Partenariats d'acteurs, dont le statut d'emploi est établi selon les dispositions de la Convention Collective Nationale de l'Animation groupe 7 catégorie G. Sa rémunération n'est pas déclarée pour raison de confidentialité.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 821		
Constructions sur sol propre	27 923		
Installations générales agencements aménagements divers	899		
Matériel de transport	97 002		25 476
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	66 633		5 934
TOTAL	192 458		31 410
Autres titres immobilisés	220		
Prêts, autres immobilisations financières	2 267		339
TOTAL	2 487		339
TOTAL GENERAL	197 765		31 749

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			2 821	2 821
Constructions sur sol propre			27 923	27 923
Installations générales agencements aménagements divers			899	899
Matériel de transport		0	122 479	122 479
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		0	72 567	72 567
TOTAL		0	223 869	223 869
Autres titres immobilisés		120	100	100
Prêts, autres immobilisations financières		0	2 605	2 605
TOTAL		120	2 705	2 705
TOTAL GENERAL		120	229 394	229 394

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	2 821			2 821
Constructions sur sol propre	27 923			27 923
Installations générales agencements aménagements divers	438	181		619
Matériel de transport	97 002	6 685		103 687
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	62 933	3 278		66 211
TOTAL	188 297	10 144		198 440
TOTAL GENERAL	191 117	10 144		201 261

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.générales agenc.aménag.divers	181				
Matériel de transport	6 685				
Matériel de bureau informatique mobilier	3 278				
TOTAL	10 144				
TOTAL GENERAL	10 144				

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	27 957				27 957
Report à nouveau	87 779	1 578		0	89 357
Excédent ou déficit de l'exercice	1 578	1 578-	226	0	226
Situation nette	117 314		226	0	117 539
TOTAL I	117 314		226	0	117 539

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	1 150	958			2 108
TOTAL	1 150	958			2 108

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	7 000	1 280			8 280
TOTAL	7 000	1 280			8 280
TOTAL GENERAL	8 150	2 238			10 388
Dont dotations et reprises d'exploitation		2 238			

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le montant de 2 108 Euros correspond aux provisions pour risques sociaux relatif aux retraites des salariés français. Celui-ci a été calculé en appliquant la méthode des unités de crédits projetées.

Cette méthode est définie par la norme comptable IAS 19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS87 (norme US GAAP).

Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 DU CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle.

Les hypothèses actuarielles retenues sont :

- a. Taux d'actualisation brut de 3,35%
- b. Départ volontaire à la retraite à 65-67 ans à taux plein,

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

c. Turn-over : fort,
d. Charge patronale : cadre 32%, non cadres 32%. Statistiques par catégorie :
Cadre : 2 effectifs, âge moyen 45 ans, ancienneté moyenne 2 ans, salaire moyen 2 928 Euros.
Aucune provision pour risques sociaux de retraite a été calculé pour les salariés sénégalaises parce que la législation locale ne prévoit aucune obligation par l'employeur.

PROVISIONS POUR DEPRECIATION
L'association a décidé d'augmenter à 8 280 Euros la provision pour dépréciation des créances pour anticiper le risque des crédits non solvables.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	366	366	
Autres immobilisations financières	2 239	2 239	
Clients douteux ou litigieux	8 280	8 280	
Autres créances clients	9 484	9 484	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 660	3 660	
Divers état et autres collectivités publiques	862 978	862 978	
Débiteurs divers	4	4	
Charges constatées d'avance	1 673	1 673	
TOTAL	888 684	888 684	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	3 280		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	3 371		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	149 493	28 929	120 564	
Fournisseurs et comptes rattachés	71 101	71 101		
Personnel et comptes rattachés	7 196	7 196		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 284	13 284		
Autres impôts taxes et assimilés	2 286	2 286		
Produits constatés d'avance	613 821	613 821		
TOTAL	857 181	736 617	120 564	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	167 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	117 507			

Le prêt solidaire obtenu en février 2022 de 100.000 Euros a été remboursé le 10 mai 2024.
En mars 2024, ADOS a obtenu un prêt participatif de 167.000 Euros accordé par:
- 100 000 Euros Crédit Coopératif "EQPT CLASSIQ TF ECH CST" réf: 176584C remboursable en 60 mensualités.
- 27 000 Euros FranceActive "Contrat d'Apport Associatif" remboursable en 60 mensualités (sans intérêt)
- 40 000 Euros FranceActive "prêt participatif" remboursable en 20 trimestres, assorti d'un différé de 12 mois.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Autres immobilisations incorporelles

Les logiciels et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes d'évaluations sont les suivantes:

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 3 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans
Logiciels	Linéaire	3 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en devises

Les liquidités immédiates et chaque opération en devises ont été converties en Euros sur la base du cours de change officiel "Franc CFA Ouest Africain".

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	866 638
Total	866 638

Détail des produits à recevoir

	Montant
PROGRAMME AMSEAC - Financement Espalion	24 081
PROGRAMME AMSEAC - Financement AEAG	175 375
PROGRAMME AMSEAC - Financement EAU47	5 000
PROGRAMME AMSEAC - Financement Grenoble	21 988
PROGRAMME AMSEAC - Financement AERMC	21 988
PROJET ADEL - Financement AFD	218 351
PROJET ADEL - Financement CD26	34 770
PROJET ADEL - Financement AGGLO	24 000
PROJET ADEL - Financement AERMC	25 957
PROJET ADEL - Financement WAOUNDE	2 500
PROGRAMME RENSEAD - Financement AERMC	55 318
PROGRAMME RENSEAD - Financement AURA	66 000
PROGRAMME RENSEAD - Financement GEOTEC	7 000
PROJET LP3 - Financement Le Partenariat	57 700
PROJET PRODDIGE - Financement SCD	10 392
PROJET ISEAC - Financement AURA	17 125
PROJET ISEAC - Financement AERMC	32 109
PROJET RESILIENCE - Financement SIEH	12 000
PROJET RESILIENCE - Financement Fondations	11 000
PROJET PROVACOL - Financement DPT Ranerou	7 622
PROJET GT GIRE - Financement AERMC	15 909
PROJET SECUREM - Financement CD26	8 000
SUBVENTION CD07	8 000
RESACOOOP	793
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR	
UNIFORMATION	3 160
DRFIP AIDE	500
Total	866 638

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 667
Dettes fiscales et sociales	11 021
Total	53 688

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des charges à payer

	Montant
FOURNIS.FACT.NON PARVENUES	
DPSA IV TRIM 2024	270
CAC 2024	3 960
ANCV CHEQUE VACANCE 2024	1 365
TAXE RECUP.ORDURE 2024	377
PROJETS FACT.NON PARVENUES	
RENSEAD - BONERGIE GARANTIE	2 998
SECUREM - BONERGIE GARANTIE	1 244
SECUREM - SIEH GARANTIE	415
WT7 - BATI GIE GARANTIE	1 983
RENSEAD II - TYSILIO GARANTIE	1 423
ADEL - SOW SOLDE	1 455
ADEL - GSE TRAVAUX	11 411
ADEL - SALAM TRAVAUX	15 466
PRODDIGE - CLAIRE SOUSTE	301
DETTES FISCALES ET SOCIALES A PAYER	
CONGES A PAYER	7 196
ORG.SOC.CH/CONGES PAYES	1 581
ETAT AUTRES CHARGES A PAYER	2 243
Total	53 688

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	1 673
Total	1 673
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	613 821
Total	613 821

Depuis 2022, il a été mise en place une comptabilité analytique par le biais d'une codification par projet : les subventions et les dépenses sont, en plus de leur codification comptable générale, codifiées par projet, appliquant la méthode des coûts complets (qui intègre toutes les charges, qu'elles soient variables, fixes, directes, indirectes).

L'information obtenue par la comptabilité analytique facilite le contrôle et permet une meilleure compréhension des coûts par les équipes opérationnelles d'ADOS.

Le calcul des produits constatés d'avance (PCA) s'appuie désormais sur l'information obtenue par la comptabilité analytique et représente la différence entre le montant des subventions obtenues et le montant consommé de chaque projet.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
FONMAT - Assurance véhicule Sénégal	1 106		
RENSEAD 2 - Billet Claire Cecile	567		
Total	1 673		

Détail des produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
VOLET COOPERATION DECENTRALISEE			
PROJET AMSEAC 2	178 599		
PROJET AMSEAC DC	19 981		
PROJET ADEL	288 955		
PROJET RESILIENCE	431		
VOLET PROJET EN ONG			
PROJET ISEAC	35 167		
PROJET RENSEAD II	25 005		
VOLET ECSI			
PROJET LP3	51 418		
PROJET PRODDIGE	14 265		
Total	613 821		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
SUBVENTIONS PROJETS EN COOPERATION DECENTRALISEE	446 479
SUBVENTIONS PROJETS EN ONG	146 702
SUBVENTIONS PROJETS ECSI	120 255
Total	713 436

Activités 2024 d'ADOS en résumé

Nous avons poursuivi notre rôle d'opérateur sur ces programmes de coopération décentralisée :

- ADEL " Assainissement et Développement Economique et Local " porté par les départements de la Drôme et de Kanel en collaboration avec Valence Romans Agglo et financé par l'AFD et l'AERMC a démarré en Novembre 2022. L'objectif global de ce projet est de contribuer à améliorer le cadre de vie des populations du département de Kanel et plus particulièrement des communes de Bokiladji, Aouré, Ndendory et Waoundé. Pendant l'année 2024 ont été démarrés les travaux de construction de 360 latrines familiales et a été lancée la procédure de passation de marché pour l'étude détaillée de faisabilité et de gestion des boues de vidanges à l'échelle du Département de Kanel.

- AMSEAC " Amélioration du Secteur de l'Eau-Assainissement dans la Commune de Ngnith " a débuté en décembre 2022 et s'est terminé au cours du premier trimestre 2024. En juillet 2024 a débuté la phase 2 toujours portée par la commune d'Espalion en partenariat avec le Département de Dagana et la Commune de Ngnith et financée par l'AEAG. La phase 2 poursuit le renforcement de la collectivité locale de Ngnith dans la mise en œuvre de politiques publiques en matière d'eau et d'assainissement.

- Dans le cadre du Dispositif Conjoint DC d'appui à la Coopération décentralisée Franco-Sénégal, le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères Français (MAE) et le Ministère des Collectivités territoriales de l'Aménagement et du Développement des Territoires Sénégalais (MCTADT) ont accepté de financer le projet AMSEAC DC " Appui à l'élaboration participative du schéma hydraulique et d'assainissement de la commune de Ngnith ". Le cabinet d'étude pour l'élaboration d'un schéma directeur d'assainissement et d'état des lieux hydraulique de la commune de Ngnith a été recruté.

- Le projet " Sécurisation de la Ressource en Eau de la région de Matam " (SECUREM) porté par les départements de Drôme et de Kanel a été clôturé au cours du premier trimestre 2024 une fois terminées toutes les activités.

- Le projet " Résilience climatique et développement économique local à Matam (Sénégal) et dans la Région Auvergne Rhône Alpes (France) " a débuté en juillet 2024 avec le financement de la fondation EGIS et l'accord de partenariat avec SIEH. Une demande de financement a été présentée à l'AERMC. Le projet a comme objectif d'accompagner les collectivités territoriales et les acteurs concernés dans la mise en œuvre d'actions et de politiques adaptées aux changements climatiques pour préserver l'écosystème et les ressources en eau et encourager l'optimisation de l'usage de l'eau

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

dans les ménages et en agriculture.

Volet ECSI " Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale "

- Grâce au soutien des écoles, Valence Romans Agglo et de nombreux partenaires associatifs, les activités sont poursuivies avec l'accompagnement des initiatives de solidarité internationale (ISI), le développement des activités pédagogiques comme l'animation de séances sur la thématique de l'eau potable (interventions sur l'eau avec Eau de Valence Romans Agglo), les visites de la station d'épuration de Valence missionnées par Véolia et Valence Romans Agglo.

- Dans le cadre du projet RECITAL, qui vise à mobiliser les territoires du département de Dagana en faveur des Objectifs du Développement Durable (ODD) les activités ont été poursuivies en collaboration avec Romans International.

- Le projet LP3 " Avenir citoyen et solidaire " financé par AFD via l'association Le Partenariat, fait suite aux programmes d'ECSI depuis déjà plusieurs années. Ce projet a débuté en janvier 2024 et vise à contribuer à l'élaboration d'une société solidaire et durable en promouvant le vivre ensemble et en favorisant des comportements respectueux envers autrui et l'environnement, à travers les objectifs suivants : Sensibiliser aux enjeux de citoyenneté, de solidarité et de développement durable ; Coopérer en faveur de la solidarité internationale, du développement durable et de la lutte contre les changements climatiques ; Renforcer le rayonnement et l'impact du projet. En 2024 les activités de sensibilisation ont permis d'atteindre 1577 personnes composées d'élèves, d'étudiants, de jeunes et d'adultes.

- Le projet ProDDige II " Promouvoir et Réaliser les Objectifs de Développement Durable pour Innover et Grandir Ensemble " financé par AFD via l'association Service de Coopération au Développement (SCD) a comme objectif de renforcer l'engagement de la jeunesse et la dynamique territoriale autour des ODD en Auvergne-Rhône-Alpes. Les activités se sont poursuivies en 2024 avec l'accompagnement de 6 volontaires internationaux et 4 volontaires du service civique français.

En tant que responsable de la mise en œuvre (opérateur direct-actions " ONG "), ADOS a travaillé en 2024 sur les projets suivants :

- La phase 2 du projet de " Renforcement du Secteur de l'Eau et l'Assainissement dans le Département de Dagana (RENSEAD 2) " financé par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse avec la contribution des collectivités locales de la commune de Bokhol a continué en 2024 avec la construction des blocs sanitaires dans les écoles et les activités de sensibilisation.

- Le projet " Intervention dans le Secteur de l'Eau et de l'Assainissement dans la Commune de Pété (ISEAC-Pété) -Département de Podor/Région de Saint-Louis Sénégal Phase 1", financé par l'AERMC, la Région AURA et la Commune de Pété a démarré en juillet 2024. La phase 1 prévoit la réalisation d'une étude technique hydraulique du réseau d'approvisionnement en eau potable de la commune de Pété en collaboration avec le cabinet d'étude ETIC. La mission du cabinet SURTEC a été réalisée et a permis d'identifier des solutions pour réduire le coût d'exploitation de l'eau avec l'introduction d'un mix énergétique.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Valorisation des contributions volontaires

Elles font l'objet d'une comptabilisation dans les comptes spéciaux classe 8, soit:
29 074 Euros

Se composant des postes ci-après:

Mise à dispositions des locaux 17 104 Euros
Bénévoles 11 970 Euros

Modalités de recensement et de valorisation en contributions volontaires en nature :

Apport en travail (bénévolat) :

- L'association a mis en place une procédure qui s'appuie sur un outil de déclaration d'heures exécutés en faveur de l'association qui est mis à disposition de chaque bénévole. Les heures sont valorisées aux taux du SMIC 2024 et charges patronales (32%).

Apport en biens et services :

- L'association bénéficie de la disponibilité gratuite des locaux sis à Bourg les Valence propriété du Département de la Drôme qui sont utilisés comme bureaux. Sa valeur locative et les charges afférentes sont estimées par le Pôle Gestion Immobilière, Direction des Bâtiments, qui émet une attestation chaque année.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 3 960 euros.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	86 543
Emprunts et dettes financières divers :	62 950
- FranceActive "Contrats d'Apport Associatif" 22 950	
- FranceActive "prêt participatif" 40 000	
Total	149 493

Pendant l'année 2024, l'association a obtenu les prêts suivants:

- Crédit Coopératif 100 000 Euros garanti par FranceActive. En 2024 ADOS a remboursé 13 457 Euros.
- FranceActive 27 000 Euros (sans garantie). En 2024 ADOS a remboursé 4 050 Euros.
- FranceActive 40 000 Euros (sans garantie ni intérêts). Le remboursement démarre en 2025.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Toutes les cessions de créances auprès du Crédit Coopératif ont été payées.

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements reçus

Association France Active	50 000
Total	50 000

SARL RF AUDIT ET REVISION
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de Grenoble

ASSOCIATION ARDECHE DROME
OURO SOGUI-SENEGAL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège Social : Girodet Bât A
Allée du Concept
26500 BOURG LES VALENCE (Drôme)

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

1, Avenue Jean Monnet – 26000 VALENCE
Téléphone : 04.75.82.62.75 – Fax : 04.75.82.62.76
Siret 480 271 402 00012 – Code NAF 6920Z

ASSOCIATION ARDECHE DROME OURO SOGUI-SENEGAL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : Girodet Bât A

Allée du Concept

26500 BOURG LES VALENCE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

Aux Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice en application de l'article R.612-7 dudit code.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Fait à VALENCE, le 02 Mai 2025
Le Commissaire aux comptes,
La société RF AUDIT ET REVISION,
Représenté par
Philippe FOURNIER

